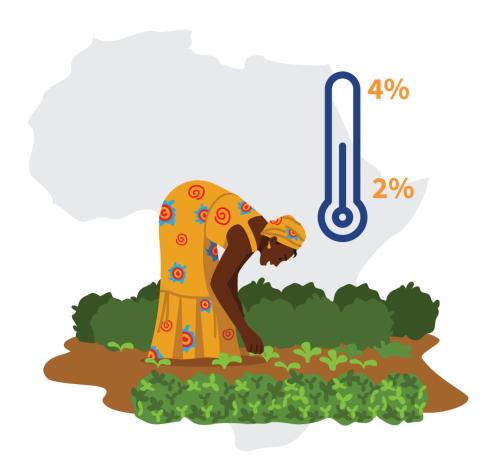
Investir dans la résilience systémique: Voies financières et de marché pour l'adaptation climatique



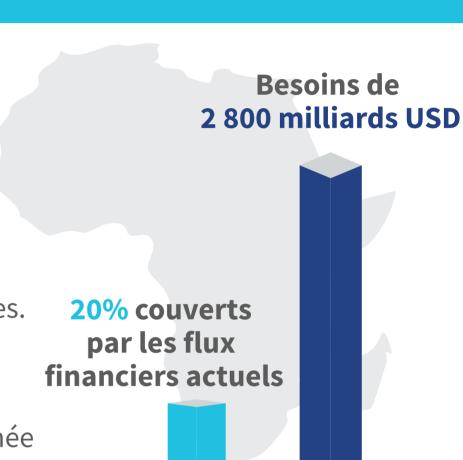
Où en sommes nous?



- Les petits exploitants agricoles représentent <u>70 %</u> de la population africaine, mais moins de <u>3%</u> d'entre eux sont assurés.
- D'ici 2030, jusqu'à <u>118 millions</u> d'africains extrêmement pauvres vivant avec moins de <u>1,90 USD/jour</u>, pourraient être exposés aux sécheresses, inondations et vagues de chaleur extrêmes si des mesures adaptées ne sont pas prises.
- L'Afrique perd déjà <u>5%</u> de son PIB chaque année à cause des impacts du changement climatique.
- Les besoins actuels des pays africains s'élèvent à <u>2 800 milliards USD</u>,
 pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris (COP21), mais seulement <u>20%</u> de ce montant est actuellement couvert.

Pourquoi l'adaptation menée au niveau local est-elle cruciale?

- Selon les Contributions Déterminées au niveau National (CND), environ
 <u>579 milliards USD</u> seront nécessaires d'ici 2030 pour financer l'adaptation du continent africain
- La dépendance excessive vis à vis des subventions et des financements internationaux laisse l'Afrique vulnérable et sous-financée.
- L'usage de la monnaie locale **réduit le risque de change (FX)**, garantissant la durabilité des programmes de développement et des initiatives entrepreneuriales.
- L'adaptation est un processus local, qui doit être conduit selon les priorités et l'appropriation locales.
- Environ <u>1000 à 2000 milliards USD</u> de crédits formels sont accordés chaque année aux MPME, ce qui demeure une source encore sous-exploitée de financement pour l'adaptation.



Défis: Pourquoi les partenaires financiers peinent-ils à soutenir l'adaptation?



 Absence de définition et de standards clairs en matière de finance climatique et d'adaptation.

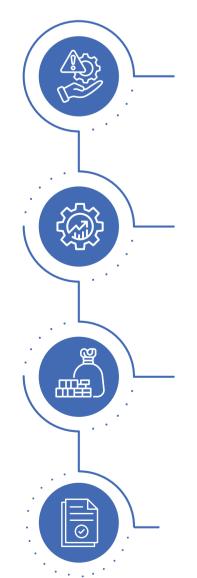


 Les projets d'adaptation ont des horizons de rentabilité de 10 à 20 ans, alors que les financements proposés se limitent à des échéances courtes, avec peu de dispositifs de réduction de risque.



• Le manque de données exploitables freine la tarification des risques et la coordination au dernier kilomètre. Les données de transaction, détenues par les acteurs des chaînes de valeur, restent sous-utilisées par les systèmes financiers formels, ce qui limite l'échelle.

Qu'avons nous appris de notre expérience?



- Des taxonomies claires sont indispensables pour définir les risques, les rendements et les résultats d'adaptation. Sans cela, les institutions financières ne peuvent ni classer ni tarifer correctement les risques, ce qui freine l'alignement sectoriel.
- Des standards clairs et des cadres de mesure d'impact doivent être développés pour permettre la création de mécanismes de partage du risque (garanties, facilités de première perte) qui apportent des résultats mesurables, plutôt que de simplement transférer le risque sans responsabilité.
- Les institutions financières ont besoin de données granulaires sur les chaînes de valeur et de modèles prospectifs pour évaluer les risques et concevoir des produits adaptés. Les bailleurs requièrent ces mêmes données afin d'estimer le coût unitaire du crédit et de définir ce qu'est un "impact significatif et mesurable".
- Des liens fiables avec le marché, comme les contrats d'achat, rendent les solutions d'adaptation au dernier kilomètre finançables, en générant des flux de trésorerie prévisibles, réduisant le risque pour les prêteurs et facilitant les subventions, les services de conseil et l'assurance.

chat,

L'Afrique doit mobiliser la finance pour renforcer les marchés locaux et mettre à l'échelle des solutions innovantes avec l'appui des gouvernements, des institutions financières, des investisseurs et des communautés. Transformer l'épargne en résilience systémique est essentiel pour protéger les moyens de subsistance et construire un avenir réellement adapté au climat.